

L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS SONT DANS UN PROCESSUS DE DIFFÉRENCIATION PROGRESSIVE

Hubert Vedrine

L'Europe et les Etats-Unis sont dans un processus de différenciation progressive

Tribunes socialistes: le second mandat de George W. BUSH sera-t-il, selon vous, marqué sur le plan international ou bien marquera-t-il une évolution en pire ou, pourquoi pas, en mieux? Hubert VÉDRINE: Aujourd'hui, rien n'annonce un changement de cap, même s'il peut y avoir des changements de personnes, aux affaires étrangères ou à la Défense, ce qui n'est pas central. Contrairement à la première fois, cette fois, est très net et, en plus, il s'agit d'une réélection, alors que beaucoup de présidents n'ont pas réussi à se faire réélire. On peut donc penser que, ayant été aussi nettement reconduit, le président Bush se sentira légitimé et conforté dans sa vision. Pour autant, George W. BUSH n'aura sans doute pas besoin de recourir à des actes de rupture avec les orientations antérieures comparables à ceux accomplis au début de son premier mandat, avant même le 11 septembre 2001, tels que le rejet de la Cour pénale internationale et de l'accord de Kyoto et la sortie du traité ABM. Tout cela, du point de vue américain, est acquis. Par ailleurs, les révisions doctrinales sur la guerre préemptive et préventive ont été accomplies. Donc, on peut s'attendre à un comportement moins provocant et moins sidérant pour le reste du monde que ce à quoi on avait assisté en 2000, surtout après le 11 septembre. Cette réélection confirme surtout que l'ère Bush n'était pas une parenthèse. Nous aurons affaire à l'avenir à une Amérique bien différente de celle qu'aiment et regrettent les Européens. Nous devons intégrer ce fait durable dans nos réflexions. Spéculer sur un changement d'orientation de la diplomatie américaine vous paraît donc tout à fait irréaliste? Il ne faut pas insulter l'avenir et il ne faut rien exclure. Mais affirmer, par exemple, qu'un second mandat ne ressemble jamais à un premier me paraît être une affirmation très incertaine. En l'espèce, il n'y a pas de règles, il n'y a que des circonstances. Ceux qui tiennent ce type de raisonnement espèrent un adoucissement de la politique américaine dans un sens plus européen. A part un peu plus de courtoisie, je ne m'attends pas vraiment à une telle évolution. Je pense depuis longtemps, avant même le 11 septembre, que cette administration est très différente des précédentes parce que l'Amérique a changé. Il y a, dans sa politique étrangère et militaire, une dimension outrancière, caricaturale. En même temps, elle exprime cette métamorphose profonde des Etats-Unis, toujours convaincus d'avoir une mission et devenus ou redevenus nationalistes, patriotiques au premier degré, avec tout ce que cela entraîne: souverainiste et donc unilatéraliste quand cela leur convient. Cette évolution s'accompagne du triomphe de la révolution néo-conservatrice, qui se manifeste essentiellement, sur le plan intérieur, mais influence aussi la politique étrangère américaine notamment sur le Proche-Orient. Ce sont là des tendances de fond et durables. A propos de l'Irak, dans la perspective de la prochaine conférence internationale et d'éventuelles élections au début de l'année prochaine, les Etats-Unis ne peuvent-ils pas voir, cependant, des avantages à une plus grande implication sur le terrain des Européens? Si, bien sûr, pour les aider plus mais cela ne serait pas un changement de politique. L'administration BUSH n'a jamais empêché quiconque de la soutenir. Elle refuse, et refusera de subordonner ses décisions à des décisions extérieures ou à une concertation, même pas au sein de l'Alliance atlantique. Mais elle appréciera les pays qui la soutiennent et envoient des troupes ou de l'argent. tout cela n'est pas propre à Bush. N'oublions pas, par ailleurs, que les Etats-Unis ont déjà obtenu le vote de deux résolutions au Conseil de sécurité, y compris par la France, qui prennent acte de la nouvelle situation créée en Irak par la guerre américaine et l'occupation. Ils vont donc continuer, en effet, à chercher à mutualiser les inconvénients, «multilatéraliser» les coûts et «irakiser» les risques militaires et politiques. Beaucoup de choses dépendront de leur capacité à organiser les élections en janvier. Ensuite, il faudra voir quelle sera la validité de la combinaison politique qui sortira de cette consultation. Il ne suffit pas de faire des élections. Il faudra que les Américains convainquent les Irakiens de passer un compromis politique entre eux. S'ils y arrivent, ils seront dans une situation relativement plus facile. L'actuel gouvernement irakien joue déjà un peu un rôle de paratonnerre, c'est sa fonction. Si, après les élections, un nouveau gouvernement irakien apparaît plus légitime, il pourra obtenir des coopérations de tel ou tel pays -pas forcément militaires- sans que cela apparaisse comme un soutien direct à une mauvaise politique américaine. Je n'exclus pas que les choses puissent avancer dans ce sens, d'autant qu'il existe en Irak, dans chaque communauté, des gens qui refusent la politique du pire. Mais tout cela ne signifie pas pour autant un retrait pur et simple des Américains. Les Etats-Unis ne se sont pas lancés dans cette opération pour abandonner. Ce qui compte vraiment pour eux, à savoir le contrôle de la région, le contrôle du pétrole, la sécurité d'Israël, en tout cas telle qu'ils la comprennent. Vous excluez un retrait progressif américain d'Irak d'ici aux prochaines élections intermédiaires en 2006? Impossible à dire. S'il prenait le risque de le faire, cela voudrait dire qu'ils ont trouvé un moyen de contrôler la situation qui les dispense de rester militairement. Cela pourrait se produire, s'ils arrivent à mettre sur pied un gouvernement irakien proche de leurs vues, lié à eux par des accords de sécurité prévoyant la présence de bases américaines dans le pays pouvant être réactivées en cas de crise, des accords pétroliers confortables et une présence militaire forte dans la région. Je me trompe peut être, mais un retrait sec des troupes me paraît impossible à assumer. Vous considérez que l'organisation des prochaines élections en Irak est l'affaire des Etats-Unis, pas celle de l'ONU et pas non plus celle des Européens. C'est d'abord l'affaire des Américains de se sortir d'une situation qu'ils ont créée de toutes pièces. Je ne vois pas au nom de quoi ce serait à d'autres, à qui on n'a rien demandé - que d'être des supplétifs- de trouver des solutions miraculeuses et de faire face à des pièges inextricables créés uniquement par l'aveuglement américain, et sans avoir d'influence sur la politique suivie! Surtout que les techniques démocratiques sont une chose, la culture démocratique en est une autre. Si les élections ne peuvent pas s'appuyer sur un accord politique, si les minorités sont déterminées par avance à ne pas respecter la loi de la majorité, cela ne peut déboucher que sur la guerre civile. Donc si certains pays souhaitaient s'en mêler dans l'intérêt général et, dans le cadre de l'ONU, ce ne pourrait être qu'en demandant aux Etats-Unis de reconsidérer leur politique dans l'ensemble de la région, pas seulement en Irak ou sur la question précise des élections, mais, bien sûr, au Proche-Orient où il n'y a plus aucun processus de paix et d'avoir avec eux un échange sérieux sur l'Iran. Sur quoi peut déboucher la conférence internationale sur l'Irak qui se tiendra les 22 et 23 novembre au Caire? Sur des vœux pieux, des formules de compromis diplomatiques. Les pays participants ravalent leur déception, ils ne se montreront pas complètement fermés à des coopérations plus poussées. C'est une façon d'être dans le coup et de ne pas se montrer négatifs. Mais, il serait surprenant que les Etats-Unis acceptent de partager la définition de la politique, surtout sur les questions de sécurité et de stratégie. Ils vont chercher à utiliser cette occasion pour trouver des cautions et des appuis, comme ils ont fait cautionner par le G8 -éducoré- leur plan visant à remodeler la carte du Moyen-Orient. Vous êtes donc plutôt pessimiste? Non, je ne suis pas pessimiste, je dis les choses comme je les vois. Le chancelier allemand, Gerhard SCHROEDER, et le Premier ministre espagnol, José-Luis ZAPATERO, viennent pourtant d'indiquer qu'ils seraient prêts à une certaine coopération avec les Etats-Unis en Irak. Avec la réélection de BUSH, on va certainement entendre maintenant ce type de déclarations. La reconduction de BUSH referme ce qui pouvait être considéré -à tort- comme une parenthèse et certains dirigeants européens peuvent estimer qu'ils ne peuvent plus rester en opposition frontale avec les Etats-Unis sur la question qui est pour ces derniers la question numéro un. Mais vous semblez douter que cette apparente bonne volonté puisse trouver des points d'application? Non, ce dont je doute c'est que ceux qui s'expriment ainsi puissent obtenir grand chose en échange. Ils se sentent obligés d'adopter une attitude plus coopérative, parce que la puissance américaine est ce qu'elle est. Mais ce serait quand même un peu dommage de leur part, après s'être démarqués de la politique américaine quand elle commettait des erreurs, de gaspiller cette carte sans obtenir aucun droit de regard, dans le bon sens du terme, sur la recherche d'une solution politique en Irak, aucun droit de regard sur le dossier iranien et aucune relance du processus de paix au Proche-Orient et sa façon de lutter contre le terrorisme. Mais peut-être obtiendront-ils quelque chose. Il n'y a donc, selon vous, aucune chance que l'on s'oriente vers une redéfinition de la relation transatlantique? La dérive des deux continents va se poursuivre? Il faut distinguer la question irakienne de la question transatlantique. Sur ce dernier point, je pense que l'Europe et les Etats-Unis sont depuis toujours des mondes assez différents. Tocqueville l'écrivait déjà. Nous avons vécu après la Seconde Guerre mondiale dans une situation particulière qui était celle de la guerre froide. Il y avait un sentiment de proximité, de solidarité face à l'adversité et à la menace soviétique. Ces sentiments étaient unificateurs et tous les Européens ont vécu alors dans cette ambiance. Mais cette période est terminée. Les Etats-Unis sont désormais la seule hyperpuissance. Et nous sommes aujourd'hui dans une situation où les différences, qui sont réelles, entre le monde américain et le monde européen se voient plus clairement que jamais, d'autant que la société américaine et les sociétés européennes n'évoluent pas dans le même sens. L'utilisation permanente du danger terroriste ne peut évidemment pas remplacer la menace stalinienne pour rendre plus cohérentes les visions sur les deux rives de l'Atlantique. Nous sommes donc dans une différenciation progressive. Cela n'est pas une tragédie. C'est un fait. Cela interdit de rêver au retour à une sorte d'alliance transatlantique étroite fondée sur des valeurs vraiment communes. Il y a la référence globale à la démocratie, mais cela ne suffit pas. Il faut, à mon avis, bâtir la relation transatlantique de demain sur des convergences d'intérêts réelles -il y en a- et des stratégies communes lorsqu'elles sont possibles, ne pas raisonner d'une façon sentimentale ou nostalgique et refuser que les Américains fassent une maladie chaque fois que certains alliés sont en désaccord. C'est la vie. A partir de là, quelles sont les solutions alternatives pour les Européens? Je crois que les Européens doivent saisir l'occasion qu'offre la réélection de George W. BUSH - et qui se serait évidemment présentée encore mieux si John KERRY avait été élu - pour définir entre eux une approche plus commune et dépasser les séquelles de l'Irak. Je ne crois pas qu'on puisse se contenter de réaffirmer une position franco-allemande ou à trois avec l'Espagne. Ce pourrait être le moment de tenter de définir une position commune avec la Grande-Bretagne, même si c'est difficile. Tony BLAIR vient de faire une avance dans ce sens... Cela n'est pas étonnant. L'année qui vient de s'écouler a été très dure pour lui. Il s'est coupé de son opinion publique. Et il a pu mesurer les limites de son influence -cette fameuse relation spéciale- sur les Etats-Unis. Il y a donc, à mon avis, une opportunité. Si les Européens arrivaient à se mettre d'accord sur une conception commune de ce qu'il faudrait faire en l'Irak, pour le processus de paix au Proche-Orient et ailleurs, cela aurait quand même un certain poids, en dépit de l'autisme de l'administration américaine, surtout si celle-ci veut se montrer un peu plus à l'écoute.



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > L'Europe et les Etats-Unis sont dans un processus

de différenciation progressive



09/11/2004